

Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain, entre modernité et postmodernité

Anne Thériault

Volume 28, numéro 2, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038074ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038074ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Thériault, A. (2009). Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain, entre modernité et postmodernité. *Politique et Sociétés*, 28(2), 53–67. <https://doi.org/10.7202/038074ar>

Résumé de l'article

Cet article s'intéresse aux liens entre nationalisme et féminisme dans le Québec contemporain. Dans ce que nous appelons le récit identitaire de l'émancipation, les liens entre les deux étaient serrés. Ces liens ont changé avec l'avènement de la postmodernité et la transformation du récit identitaire de l'émancipation vers le récit valorisant la citoyenneté. En raison de la fragmentation, du métissage et de l'individualisation des luttes, autant le féminisme que le nationalisme ont dû revoir leurs stratégies. Nous verrons que Québec solidaire chevauche modernité et postmodernité en articulant un projet collectif qui tient compte de l'hétérogénéité sociale et du pluralisme.

FÉMINISME ET NATIONALISME DANS LE QUÉBEC CONTEMPORAIN, ENTRE MODERNITÉ ET POSTMODERNITÉ

Anne Thériault
Université du Québec à Montréal
annetheri@hotmail.com

L'émancipation a été le *récit identitaire*¹ dominant au Québec dès les années 1960, avec l'idée qu'il fallait devenir « maîtres chez nous » et ainsi affirmer un nationalisme combatif. Dans cette période d'affirmation, les femmes ont également manifesté leurs revendications pour changer le modèle patriarcal qui les aliénait. Certaines femmes ont lutté simultanément pour ces deux causes de façon organisée. Des groupes comme le Front de libération des femmes, le Centre des femmes ou le Regroupement des femmes québécoises ont clairement affiché des liens entre luttes féministe et nationaliste. Nationalisme et féminisme étaient liés dans l'optique de ce récit émancipatoire qui valorisait la lutte pour de meilleures conditions sociales, économiques et politiques. Nous problématiserons ici les liens entre nationalisme et féminisme dans ce que nous qualifions de transformation du récit identitaire ; c'est-à-dire le passage d'un récit identitaire de l'émancipation (des femmes, de la nation), bien présent dans les luttes de la modernité, à un récit identitaire de la citoyenneté, donc le recours à des luttes individualisées, souvent sous l'enseigne des droits et des libertés individuelles, tel qu'on peut le concevoir dans une société marquée par l'éclatement postmoderne. Nous émettons l'hypothèse qu'avec la transformation du récit identitaire passant du récit de l'émancipation au récit identitaire de la citoyenneté, les liens entre féminisme et nationalisme ont changé. Si au départ les mêmes sources théoriques liaient ces deux mouvements dans les luttes inscrites dans la modernité (émancipation, décolonisation, oppression), avec l'avènement

-
1. Nous empruntons le concept de *récit identitaire* à Jocelyn Maclure, 2000, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Montréal, Québec /Amérique. Comparativement au concept plus essentialiste d'identité, le concept de récit identitaire nous permet une plus grande marge de manœuvre. D'ailleurs, Maclure précise qu'il entend « par *identitaire* l'ensemble des formes et figures que prend l'identité québécoise dans ses multiples narrations ou interprétations », ce qui sous-entend une identité déclinée sous différentes facettes. En ajoutant le terme « récit », nous pouvons alors permettre différentes interprétations de l'identité.

de la postmodernité, ces luttes collectives se trouvent désarticulées et fragmentées par le facteur identitaire hybride et de plus en plus flou qui caractérise nos sociétés actuelles.

Nous croyons que le mouvement féministe a été capable de faire face plus tôt à la «condition postmoderne» et qu'il peut représenter un modèle à suivre pour le mouvement nationaliste. Aujourd'hui, le mouvement nationaliste doit faire face à des changements structurels importants, par exemple le grand défi que représente la diversité sociale. Nous croyons que l'ancien récit identitaire de l'émancipation ne permet plus d'assurer un vivre-ensemble cohérent dans une société marquée par le pluralisme. Le récit identitaire actuel serait plutôt celui de la citoyenneté, gage d'ouverture et d'égalité. Ce récit identitaire serait à voir en lien avec les changements amenés par les influences postmodernes. Comme Jean-François Lyotard l'a constaté en 1979, les grands idéaux émancipatoires de la modernité ne peuvent rallier l'individu d'aujourd'hui². Cet individu postmoderne ne se définit plus simplement par son genre, sa classe ou son origine ethnique, mais aussi par son orientation sexuelle, ses habitudes de vie et différents *lifestyles*, pour reprendre les mots du sociologue Michel Maffesoli³. Il semble, en raison de la fragmentation, qu'il soit de plus en plus difficile d'articuler des revendications de façon collective. Comment, dans ce cadre valorisant l'hybridité, organiser le mouvement féministe, mais également le mouvement nationaliste? Et, plus difficile encore, comment jumeler dans une même lutte mouvement féministe et mouvement nationaliste? Nous verrons qu'un parti comme Québec solidaire chevauche modernité et postmodernité dans sa conjugaison des deux luttes en envisageant un vivre-ensemble (projet collectif moderne) et en tenant compte de l'hétérogénéité sociale et du pluralisme (postmoderne).

Nous amorcerons notre analyse par un bref historique des liens entre nationalisme et féminisme dans la période moderne. Nous analyserons ensuite les chevauchements entre modernité et postmodernité dans le mouvement féministe pour conclure que ce dernier a tenu compte des défis amenés par la diversité et l'hétérogénéité identitaire au sein du mouvement. Nous verrons aussi que le nationalisme a tardé dans cette remise en question postmoderne. Pour comprendre les changements que vit présentement le mouvement nationaliste, nous nous servirons des récents débats entourant ce que nous qualifions de transformation du récit identitaire et de la difficulté à penser la nation, tel qu'analysé depuis le malencontreusement célèbre discours de Jacques Parizeau à la suite de la défaite référendaire de 1995 à propos de l'argent et des votes ethniques. Ces débats, qui ont eu lieu depuis 1995 plus précisément entre spécialistes, ont pris place plus tard dans l'espace public : en sont

2. Jean-François Lyotard, 1979, *La condition postmoderne*, Paris, Minuit.

3. Michel Maffesoli, 2000, *Le temps des tribus. Le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, Table ronde.

Résumé. Cet article s'intéresse aux liens entre nationalisme et féminisme dans le Québec contemporain. Dans ce que nous appelons le récit identitaire de l'émancipation, les liens entre les deux étaient serrés. Ces liens ont changé avec l'avènement de la postmodernité et la transformation du récit identitaire de l'émancipation vers le récit valorisant la citoyenneté. En raison de la fragmentation, du métissage et de l'individualisation des luttes, autant le féminisme que le nationalisme ont dû revoir leurs stratégies. Nous verrons que Québec solidaire chevauche modernité et postmodernité en articulant un projet collectif qui tient compte de l'hétérogénéité sociale et du pluralisme.

Abstract. This article is about the links between feminism and nationalism in contemporary Quebec. Connections were strong in what we call the *récit identitaire* of emancipation. With the coming of postmodernity and the transformation of the *récit identitaire* related to emancipation towards the promotion of citizenship, connections have changed. Feminism and nationalism have rebuilt their strategies because of the context of atomization, hybridization, and individualization of the social fights. With a political collective project that includes pluralism and social heterogeneity, Québec solidaire goes on between modernity and postmodernity.

témoins les débats qui ont entouré la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (la commission Bouchard-Taylor)⁴. En troisième lieu, nous analyserons la réorganisation du mouvement des femmes, réorganisation qui semble avoir tenu compte des enjeux postmodernes, que ce soit par exemple avec le Forum pour un Québec féminin pluriel ou par l'institutionnalisation des luttes féministes dans un mouvement politique comme Option citoyenne, qui fusionnera avec d'autres partis de gauche pour devenir finalement le parti politique provincial Québec solidaire⁵. Nous verrons, pour terminer, que Québec solidaire «réanime» en quelque sorte les liens entre féminisme et nationalisme, mais en choisissant d'instrumentaliser le nationalisme pour bâtir une société progressiste, en plus de cheminer entre modernité et postmodernité dans ses finalités politiques en amalgamant luttes sociales collectives pour de meilleures conditions de vie et acceptation de la différence (sociale, sexuelle, ethnique).

-
4. La commission Bouchard-Taylor, dont les travaux se sont tenus entre février 2007 et juin 2008, avait pour mandat de dresser le portrait des pratiques d'accommodement au Québec, mais surtout «de formuler des recommandations au gouvernement pour que ces pratiques d'accommodement soient conformes aux valeurs de la société québécoise en tant que société pluraliste, démocratique et égalitaire». (Tiré du site de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, section «mandat», [<http://www.accommodements.qc.ca/commission/mandat.html>], consulté le 6 octobre 2008.)
 5. Option citoyenne est un mouvement politique créé en 2004 par Françoise David. Cette dernière a publié, en 2004, une plaquette qui en résume les positions : *Bien commun recherché. Une option citoyenne*, Montréal, Les Éditions Écosociété.

NATIONALISME ET FÉMINISME DANS LA MODERNITÉ

Le marxisme mais aussi le mouvement de décolonisation constituent le cadre théorique de la majeure partie des groupes de luttes des années 1970, qu'ils soient nationaliste, syndicaliste, contre-culturel ou féministe, le marxisme se «nourrissant idéologiquement par les mouvements de libération du tiers-monde, le mouvement noir, le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam, et le mouvement hippie»⁶. Du marxisme, les féministes québécoises ont retenu le concept d'oppression et d'exploitation. Quant au thème de la décolonisation, il a particulièrement servi aux féministes radicales dont l'idée centrale était celle de l'oppression. Cette thématique de l'oppression a été tout aussi centrale dans le discours des mouvements nationalistes radicaux⁷, soit le Front de libération du Québec, dont est issu le Front de libération des femmes (FLF). Féminisme et nationalisme sont reliés à un point tel que le

mot d'ordre essentiel du mouvement féministe qui s'est formé au Québec à la fin des années 1960 a été «Pas de libération des femmes sans Québec libre, pas de Québec libre sans libération des femmes.» Un tel mot d'ordre, en même temps qu'il montre l'importance de la question nationale dans la radicalisation politique et sociale, laisse entendre également que le mouvement féministe québécois s'est d'abord situé dans une perspective de libération nationale⁸.

Si par cohérence théorique les liens sont au départ assez serrés, on assiste, vers 1975, à une certaine débandade de l'unité entre féminisme et nationalisme tel que théorisé dans les mouvements d'extrême gauche. On voit émerger une conscience et un besoin d'autonomie de la part du mouvement féministe qui ne souhaite plus subordonner la libération des femmes au mouvement de libération nationale ni même à la libération marxiste. La lutte des femmes s'organise autrement, avec par exemple des centres autogérés. Mais, devant le projet souverainiste, plusieurs militants et militantes de cette période se joignent, lors de sa création, au Parti québécois dans la lutte pour l'émancipation nationale. Les femmes tentent alors de négocier leur appui au sein du parti; elles veulent voir le véritable impact modernisateur du PQ sur la condition des femmes. Cette méfiance n'est pas illégitime puisqu'il faut se souvenir que, dans sa première forme, le nationalisme québécois de la survivance se voulait profondément traditionaliste, envisageant le rôle des femmes comme

-
6. Diane Lamoureux, 1983, «Nationalisme et féminisme: impasse et coïncidences», *Possibles*, vol. 8, n° 1, p. 43-59. Disponible sur: [http://classiques.uqac.ca/contemporains/lamoureux_diane/nationalisme_et_feminisme/nationalisme_feminisme.pdf], consulté le 6 octobre 2008.
 7. La revue *Parti pris* développera ces thèses en affirmant que le Québec est dans une situation coloniale et d'oppression.
 8. Lamoureux, «Nationalisme et féminisme: impasse et coïncidences», *op. cit.*

gardiennes de la foi et de la culture catholique et canadienne-française, les femmes ayant pour tâche de faire des enfants, la famille étant vue comme le noyau dur de cette résistance canadienne-française. Inutile de dire que les féministes impliquées dans le mouvement nationaliste péquiste ont cherché à remettre en question ce rôle traditionnel des femmes.

On constate, dans la position d'un groupe féministe comme le Regroupement des femmes québécoises, actif durant la période pré-référendaire entre 1976 et 1981, une hésitation à soumettre le projet féministe à la tutelle péquiste. Les femmes du Regroupement, qui lient indépendance et féminisme, cherchent à influencer le processus de l'indépendance afin qu'il se fasse dans le sens des revendications féministes, dans l'objectif d'éviter la reproduction, dans le nouvel État, d'une société fondée sur le patriarcat⁹. Le Regroupement se caractérise lui-même comme étant un groupe féministe et révolutionnaire et il cherche à changer les structures de la société pour abolir le système patriarcal et l'oppression précise des femmes parce qu'elles sont femmes, mais aussi les causes sociales et nationales de l'oppression. Malgré cette prise de position pour la souveraineté, et donc des liens toujours établis entre féminisme et nationalisme, le Regroupement utilise la stratégie de l'annulation de vote lors du référendum de 1980, pour souligner que ces dernières votent «Femmes» et parce qu'elles croient que la souveraineté politique ne mettra pas fin pour autant à leur dépendance. Elles se fient alors à certains exemples historiques de luttes de libération nationale où l'on avait promis aux femmes la satisfaction de leurs revendications, mais où rien n'est arrivé (Mexique, Cuba, Chine, Algérie, Viêt-Nam)¹⁰. Cette stratégie marque l'éclatement du Regroupement puisque certaines des membres, également militantes au Parti québécois, ne souhaitent pas manquer le train du changement. Le mouvement féministe se retrouve alors fractionné en plusieurs tendances, particulièrement devant la controverse causée par la crise des Yvettes¹¹ lors du référendum de 1980. Après

9. Andrée Yanacopoulo, 2003, *Le Regroupement des Femmes Québécoises : 1976-1981*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, p. 44-45.

10. *Id.*, p. 89.

11. Sur la crise des Yvettes, voir: Yolande Cohen, 2000, «Chronologie d'une émancipation. Questions féministes sur la citoyenneté des femmes», dans «Le vingtième siècle québécois des femmes», sous la dir. de Chantal Maillé et Chantal Savoie, dossier de *Globe, Revue internationale d'études québécoises*, vol. 3, n° 2, p. 43-64; Chantal Maillé et Manon Tremblay, 1995, «Femmes et référendum: une force politique incontournable», dans *L'impact référendaire*, sous la dir. de Guy Lachapelle, Pierre P. Tremblay et John E. Trent, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, p. 348-373; Diane Lamoureux, 1996, «Féminins singuliers et féminins pluriels», dans *Les frontières de l'identité: modernité et postmodernisme au Québec*, sous la dir. de Mikhaël Elbaz, Andrée Fortin et Guy Laforest, Québec, Les Presses

cet incident, on constate un net recul du féminisme comme politique radicale de rébellion, la société québécoise semblant alors avoir besoin de temps pour absorber les changements encourus.

LES DÉFIS DE LA CONDITION POSTMODERNE

Si la modernité a trouvé son fondement dans la critique de la tradition, il semble que dans le cas de la postmodernité ce soit dans la critique des promesses de la modernité, soit des idéaux de démocratie et de raison. Les féministes ont très tôt remis en question la modernité telle qu'envisagée dans le contrat social. D'ailleurs, selon Diane Lamoureux, les idées de la Révolution française, soit «liberté, égalité, fraternité», mais aussi «justice», se sont construites philosophiquement et politiquement en déni des femmes, mais également des pauvres et des esclaves¹². C'est ce qui lui fait dire, suivant en ce sens les analyses de Carole Pateman dans son livre *The Sexual Contract*¹³, que le contrat moderne est un contrat sexuel où la fraternité ne se décline qu'au masculin¹⁴. Il semble donc que le féminisme ait eu comme tâche de faire éclater les principes «universalisants» de la modernité, donc de chevaucher la postmodernité, pour laisser la voix aux femmes marginalisées par leur race, leur religion ou leur statut social. Chantal Maillé affirme aussi que «la mode n'est plus aux mobilisations collectives mais bien aux projets identitaires individualisés et personnalisés¹⁵». On parle même de postféminisme, terme qui ne signifie pas que le féminisme est mort, mais qu'il s'est adapté, dès les années 1960, dans la lignée de pensée philosophique poststructuraliste et également postmoderne, incorporant ainsi les femmes marginalisées dans le mouvement féministe : que ce soit les femmes immigrantes, des minorités ethniques, handicapées, lesbiennes, autochtones, etc. Cette difficulté à se mobiliser derrière un discours unifié et une théorie commune ne semble donc pas être perçue

de l'Université Laval/Paris, L'Harmattan, p. 270-286; ou les archives de Radio-Canada, «Yvettes, unies pour le Non», [http://archives.radio-canada.ca/politique/provincial_territorial/clips/7446/], consulté le 6 octobre 2008.

12. Lamoureux, «Féminins singuliers et féminins pluriels», p. 272.

13. Carole Pateman, 1988, *The Sexual Contract*, Stanford, Stanford University Press.

14. Lamoureux, «Féminins singuliers et féminins pluriels», p. 273.

15. Chantal Maillé, 2000, «Féminisme et mouvement des femmes au Québec. Un bilan complexe», dans «Le vingtième siècle québécois des femmes», sous la dir. de Maillé et Savoie, *op. cit.*, p. 88.

comme une priorité dans la théorie féministe d'aujourd'hui, marquant plutôt les défaillances d'une pensée « universalisante » et nécessairement incomplète¹⁶.

Le nationalisme semble vivre de semblables problèmes de réorganisation devant les changements vécus au plan de la composition sociale. En raison de l'apport de l'immigration, mais également des demandes de reconnaissance provenant des minorités nationales comme les Autochtones ou les Anglo-Québécois, le Québec vit une profonde remise en question du groupe majoritaire canadien-français. Après les résultats du référendum de 1995 et le discours de Jacques Parizeau sur l'argent et les votes ethniques, les signes de cette crise, qui était larvée depuis plusieurs années, sont amenés à la surface. Depuis 1995, les intellectuels débattent donc entre différentes façons de voir la nation : nationalisme ethnique, civique, culturel et sociopolitique¹⁷. Plusieurs façons de voir pour en fait constater que la nation ne se pense plus comme un tout homogène. En ce sens, le projet d'émancipation nationale, porté principalement par les Québécois dits de souche, ne passe plus le test de la nouvelle réalité sociale. Le projet nationaliste de faire du Québec un État souverain doit donc s'adapter à ce que nous appelons un nouveau récit identitaire. Le nationalisme ethnique semble abandonné officiellement par la classe politique, mais il faut bien admettre que certains lapsus, comme le mentionne Régine Robin, sont toujours présents¹⁸. Et que dire des conclusions que certains ont tirées du rapport Bouchard-Taylor¹⁹ sur la « mauvaise conscience » du groupe majoritaire, entendons les « de souche²⁰ » ? Pourtant, plusieurs intellectuels explorent des avenues comme la possibilité d'un nationalisme culturel (Kai Nielsen, Will Kymlicka) ou sociopolitique (Michel Seymour), mais également civique (Danielle Juteau). Là-dessus, les coprésidents de la commission avaient eux-mêmes contribué aux débats sur la nation avant de présider la commission portant leur nom. Gérard Bouchard a démontré dans ses travaux l'importance d'une culture nationale ouverte aux mythes et aux symboles pouvant enrichir l'identité québécoise. Le philosophe Charles Taylor, la référence sur le sujet identitaire, a quant à lui synthétisé clairement le devenir du récit identitaire québécois qui doit faire sa place entre le modèle français

16. Chantal Maillé, 1999, « Matériaux pour penser un Québec féministe postmoderne », dans *Malaises identitaires, échanges féministes autour d'un Québec incertain*, sous la dir. de Diane Lamoureux, Chantal Maillé et Micheline de Sève, Montréal, Éditions du remue-ménage.

17. Michel Seymour, 1999, « Plaidoyer pour la nation sociopolitique », dans *Nationalité, citoyenneté et solidarité*, sous la dir. de Michel Seymour, Montréal, Liber.

18. Régine Robin, 1996, « L'impossible Québec pluriel : la fascination de "la souche" », dans *Les frontières de l'identité*, sous la dir. d'Elbaz *et al.*, *op. cit.*

19. Pour le rapport de la commission, voir [<http://www.accommodements.qc.ca/index.html>], consulté le 6 octobre 2008.

20. Provenant, notamment, de Jacques Beauchemin.

(les principes) et le modèle allemand (l'ethnie), en choisissant justement l'amalgame des deux modèles devant la difficulté au Québec de ne s'en tenir qu'à un modèle pur ou de choisir l'une ou l'autre des options. C. Taylor a aussi parlé d'un partenariat afin que «les Québécois de demain apprennent à concevoir leur société de manière bifocale, l'envisageant sous des angles différents selon le contexte, en insistant parfois sur la convergence comme toile de fond de la discussion politique, mettant en valeur en d'autres circonstances la conversation entre des voix distinctes, mais mutuellement engagées les unes envers les autres²¹». On peut donc dire que le nationalisme doit se réorganiser en tenant compte des changements survenus dans la société.

Pour le féminisme, ces changements opérés par l'importance des identités à la marge, comme les femmes homosexuelles, de générations différentes, d'origines ethniques diverses et même du fait autochtone, ont été pris en compte depuis plus longtemps, notamment dans la foulée des études poststructuralistes. Les féministes françaises et américaines ont pris en compte l'hétérogénéité sociale et ont tenté de mettre en œuvre des façons d'intégrer les femmes de partout dans le mouvement féministe; peut-être parce que les féministes théoriciennes sont moins nombreuses que les théoriciens et théoriciennes du nationalisme, les recherches américaines et françaises ont trouvé écho ici rapidement. D'ailleurs, la chercheuse française Françoise Collin a parlé dès les années 1980 d'une jonction entre modernité et postmodernité dans le mouvement féministe, dans une remarquable préface au livre *Fragments et collages* de Diane Lamoureux²². Pour F. Collin, le féminisme est historiquement situé dans la modernité avec le socialisme, le marxisme et le nationalisme, mais, en étant le dernier «avatar» du monde moderne, il appartiendrait à la crise de la modernité; ce qui lui fait dire que le féminisme est moderne, c'est dans sa lutte pour l'égalité et dans le but d'élargir les droits de la personne: revendiquer des droits comme l'accès au travail, au vote, bref comme instrument de libération et de progrès. Le féminisme chevaucherait le postmoderne lorsqu'il insiste sur la différence, l'hétérogénéité, et qu'il se définit comme mouvement plutôt que finalité. Elle ajoute que les femmes ne peuvent d'ailleurs pas se rassembler en classe, en nation ou en race, le féminisme touchant chaque femme de façon particulière. Et dans cette «jonction» avec la postmodernité, le féminisme radical homosexuel toucherait également à cette postmodernité en déjouant le code hétérosexuel comme norme universelle.

Donc, la postmodernité est prise en compte du point de vue féministe dès les années 1980, mais peut-on affirmer qu'il en est de même du côté du nationalisme? Il est clair que le référendum de 1980 portait un

21. Charles Taylor, 1996, «Les sources de l'identité moderne», dans *Les frontières de l'identité*, p. 361.

22. Diane Lamoureux, 1986, *Fragments et collages: essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Éditions du Remue-ménage.

projet émancipatoire moderne et structuré autour du groupe majoritaire québécois, c'était même sa raison d'être. Malgré la présence des idées postmodernes au Québec dans les années 1980, le mouvement nationaliste n'a pas suivi et ne le pouvait pas dans les balises conceptuelles qui étaient alors les siennes, soit de faire du Québec un État où les Québécois seraient « maîtres chez eux ». L'après-référendum de 1980 porte malgré tout les signes d'une remise en question des idéaux émancipatoires de la modernité : période marquée par la morosité, la désillusion et l'impression d'un rêve brisé. Il s'agit également d'une période qui est socioéconomiquement difficile ; le choc pétrolier de 1973, les récessions économiques, la génération X qui n'a pas de débouchés d'emplois, le *no future*, la *punk attitude*. D'ailleurs, les mouvements sociaux tentent de préserver leurs acquis plutôt que de continuer d'avancer de façon offensive les revendications ; c'est « l'ère du vide », telle que décrite par Gilles Lipovetsky dans son livre sur la postmodernité²³, du cynisme et du narcissisme. On en vient à se convaincre que les utopies et les avant-gardes ne changent pas le monde, ne le rendent pas meilleur. Conséquemment, les mouvements sociaux abandonnent les visées révolutionnaires, l'agitation n'ayant pas la portée de changement social espéré. Il s'ensuit une individualisation de l'engagement social dans une implication « ici et maintenant²⁴ » plutôt que future ; il n'y a plus de présomption de vérité absolue pour tous. Dans une ère où la fragmentation identitaire semble s'accroître, une conscience d'un « nous » homogène semble donc révolue. Cette remise en question identitaire, franchement postmoderne, fait en sorte qu'autant les femmes que la « nation » sont appelées à se redéfinir ; plusieurs féministes réfléchissent au sens et aux limites du projet moderne universalisant, tout comme les nationalistes se déchirent, dès 1995, sur les conceptions ethniques, civiques, culturelles et même sociopolitiques de la nation.

LA RÉORGANISATION DU MOUVEMENT FÉMINISTE

Les femmes se seraient-elles alors elles-mêmes exclues du mouvement nationaliste ou ne serait-ce pas le contraire ? Pour les auteures de *Malaises identitaires*, Diane Lamoureux, Micheline de Sève et Chantal Maillé, le malaise de l'association entre féminisme et nationalisme s'est particulièrement fait sentir à la suite des travaux de la commission Bélanger-Campeau en 1990 sur l'avenir constitutionnel du Québec, puisque le mouvement féministe y a été exclu comme membre de la commission, démontrant clairement que le féminisme n'était pas

23. Gilles Lipovetsky, 1996, *L'ère du vide : essai sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard.

24. Maffesoli, *Le temps des tribus*, *op. cit.*

reconnu comme mouvement social incontournable²⁵. De même étaient absents comme membres de la commission le mouvement communautaire et les peuples autochtones. Malgré cette absence, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a analysé les mémoires déposés et a pu voir qu'il en ressortait un consensus face aux droits des femmes à l'équité et à la justice, position étrange pour un mouvement dont les valeurs sont acceptées de façon consensuelle, mais où leur participation au sein des débats publics ne semble pas indispensable... Face à ce rejet, les femmes s'organisent autrement et ont l'idée du forum Pour un Québec féminin pluriel qui réunit à Montréal en 1992 un millier de femmes avec l'objectif d'inclure la vision féministe dans le champ politique, travail qui demande la «réappropriation de la dimension globale et politique du féminisme²⁶». Le but n'est rien de moins que de changer le monde dans un débat pour un projet de société pour le Québec, car «si les questions d'ordre constitutionnel – souveraineté, fédéralisme, modifications du partage des pouvoirs – sont pertinentes dans un débat démocratique, elles n'ont de sens que si la population peut d'abord décider collectivement du modèle de société dans lequel elle veut vivre²⁷». Pour les participantes du forum il y a alors, et semble toujours y avoir, urgence pour une définition d'une nouvelle éthique sociale, particulièrement dans cette heure de mondialisation économique.

Le forum Pour un Québec féminin pluriel, comme son nom l'indique, rassemble des femmes de toutes origines ethniques et de plusieurs organisations de femmes, qu'elles soient jeunes ou moins jeunes, salariées ou non, hétérosexuelles ou lesbiennes, ce qui permet de «constater la pleine maturité du mouvement, capable désormais de tenir compte du fait que chaque femme évolue dans des conditions de vie différentes et possède des appartenances spécifiques²⁸». Le projet de société valorisé par les femmes est celui d'une société équitable, égalitaire, démocratique, responsable, pacifique, pluraliste et saine. Ces femmes critiquent amèrement la mondialisation économique et ses effets sur la pauvreté des femmes, sur l'environnement et sur la redistribution de la richesse. Il faut, selon elles, repenser la société pour «tricoter» un Québec pluriel, soucieux des femmes de toutes les classes et de toutes les origines. Bref, un projet social *moderne* qui incorpore la fragmentation identitaire *postmoderne*. Les femmes affirment donc à nouveau qu'elles veulent contribuer à l'avenir du pays et ce, même si les liens entre nationalisme et féminisme ne sont aujourd'hui plus les mêmes que lors du dépôt du rapport *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*

25. Diane Lamoureux, Chantal Maillé et Micheline de Sève, *Malaises identitaires*, *op. cit.*

26. Le forum Pour un Québec féminin pluriel, 1994, *Pour changer le monde*, Montréal, Les Éditions Écosociété, p. 14.

27. *Id.*, p. 15.

28. *Id.*, p. 24.

de 1978²⁹, car, s'il « y a eu unanimité sur la majorité des sujets discutés », il y a eu « absence de consensus sur le choix politique à faire au sujet de l'indépendance du Québec ». Les réticences proviennent des femmes issues des communautés ethnoculturelles, des femmes amérindiennes et des femmes homosexuelles qui ne souhaitent pas « subordonner le projet féministe de société au choix politique en faveur ou contre la souveraineté du Québec³⁰ », ce que certaines femmes voient comme un signe de maturité du mouvement, celles-ci considérant dorénavant la souveraineté comme un moyen et non une fin, où chacune vote individuellement, selon ses propres convictions, lors du référendum. Il faut cependant noter que la FFQ

a pris position pour la souveraineté du Québec, dans son mémoire présenté à la commission Bélanger-Campeau en novembre 1990. Même s'il ne s'agissait pas de se rallier à un parti politique quelconque, mais de s'engager comme groupe de pression « face à ce moment historique unique – pour élaborer nous aussi, comme citoyennes à part entière, notre vision globale du projet de société à réaliser » [...] cette prise de position a été perçue par certains groupes affiliés et par les membres individuelles comme une option partisane³¹.

Lors des consultations de la commission Bélanger-Campeau, treize groupes de femmes, malgré leur exclusion, présentent néanmoins des mémoires. Le constat de diversité et de nuances face à la question de la souveraineté tranche d'ailleurs avec l'appui clairement affiché pour l'option souverainiste de la part de la FFQ et du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), la FFQ affirmant même que le projet souverainiste doit « inclure une vision féministe et sociale³² ». D'ailleurs, la FFQ soutient à nouveau cette position lors du référendum de 1995, mais cet appui est sévèrement critiqué par sa première présidente, Réjane Laberge-Colas (1966-1967), qui voit en ce geste une trahison des fondements de la fédération par celles qui l'ont fondée³³. On peut cependant dire que les féministes ne s'affichent pas carrément dans le camp du « Oui », reflétant ce signe de « maturité » ou plutôt de neutralité du mouvement. Il semble donc que les liens entre féminisme et nationalisme,

29. Conseil du statut de la femme, 1978, *Pour les Québécoises : égalité et indépendance*, Québec, Le Conseil du statut de la femme.

30. Le forum Pour un Québec féminin pluriel, *Pour changer le monde*, p. 119.

31. Évelyne Tardy et Bernard André, 1995, *Militer au féminin : dans la Fédération des femmes du Québec et dans ses groupes affiliés*, Montréal, Éditions du Remue-ménage, p. 29.

32. Maillé et Tremblay, « Femmes et référendum : une force politique incontournable », p. 365.

33. Voir les archives de Radio-Canada sur les femmes et le référendum de 1995, « Référendum 1995 : courtiser le vote des femmes », [http://archives.radio-canada.ca/emissions/406-12233/page/4/], consulté le 6 octobre 2008.

auparavant tenu pour acquis, se sont distendus ; que ce soit après l'incident des Yvettes ou à la suite du malaise suscité par la commission Bélanger-Campeau, le féminisme actuel s'articule comme mouvement pour changer un certain modèle néolibéral de société plutôt que de s'afficher avec une option politique partisane. Mais, devant les constats décevants, une femme décide de changer certaines choses...

Présidente de la Fédération des femmes du Québec durant sept ans (1994-2001), Françoise David est une militante féministe connue et reconnue. C'est sous sa présidence que la fédération donne son appui à la souveraineté en 1995. Lorsqu'en 2004 elle se lance en politique avec Option citoyenne, c'est à la suite de son constat de cynisme, autant de son côté que de celui de la population. Le « déclic » se produit lors de la Marche mondiale des femmes de 2000 où 90 % des demandes émises par les femmes sont refusées par Lucien Bouchard, alors chef du Parti québécois. Son discours de clôture trahit ses interrogations, qu'elle lance à haute voix : elle demande à la foule s'il faut penser « à une alternative politique féministe et de gauche³⁴ ». Sa détermination vient du fait qu'elle ne veut pas « laisser la politique aux mains de gens dont la vision du monde se résume à ces mots : rentabilité, compétitivité, profits rapides, performances, baisses d'impôts, ravalement de l'État, etc.³⁵ », notant également la montée de l'Action démocratique du Québec, parti se voulant le plus à droite sur l'échiquier politique québécois³⁶.

S'inspirant du féminisme, elle souhaite une société juste, égalitaire et solidaire. Car, selon elle, l'expérience au sein du mouvement des femmes en est une qui cherche le consensus et l'expression des groupes minoritaires et la coopération. En résumé les valeurs du mouvement politique Option citoyenne sont :

l'égalité des droits et des chances ; une juste répartition de la richesse entre les individus et entre les peuples ; le respect des libertés individuelles et collectives reconnues dans les chartes, déclarations et conventions universelles ; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; la négociation plutôt que l'affrontement pour régler les différends (et donc, la construction d'une véritable culture de la paix) ; la lutte contre le sexisme, contre le racisme et contre toutes les formes de discrimination ; un développement axé d'abord sur la satisfaction des besoins essentiels pour toute l'humanité et qui tient compte de la fragilité écologique de la planète³⁷.

34. David, *Bien commun recherché*, p. 13.

35. *Id.*, p. 15.

36. Sébastien Bouchard, Jean-Pierre Duchesneau et Bernard Rioux, 2008, « Naissance d'un nouveau parti de gauche : Québec Solidaire », dans *La Gauche, Journal pour le féminisme, l'indépendance et le socialisme*, 15 avril 2008, [<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article1417>], consulté le 6 octobre 2008.

37. David, *Bien commun recherché*, p. 32.

Et la question nationale? Si au départ Option citoyenne demeure prudente avant de déclarer ses positions sur le sujet, on affirme tout de même que le Québec forme une nation et doit avoir cette reconnaissance. Il faudra attendre la création de Québec solidaire pour que les liens entre féminisme et nationalisme soient de nouveau conceptualisés comme une nécessité.

ENTRE MODERNITÉ ET POSTMODERNITÉ: QUÉBEC SOLIDAIRE

Créé par la fusion d'Option citoyenne et de l'Union des forces progressistes, lui-même né en 2002 de l'union du Parti de la démocratie socialiste, du Parti communiste du Québec et du Rassemblement pour une alternative progressiste, Québec solidaire est un parti de gauche, féministe, écologiste, démocratique, altermondialiste, pluraliste et souverainiste. Mené conjointement par Françoise David et Amir Khadir, le parti a comme plateforme l'engagement envers les luttes sociales et le bien commun, que ce soit pour la parité au sein même du parti, les luttes pour l'environnement, la démocratie et la souveraineté. Pour cela, Québec solidaire s'oppose au néolibéralisme en proposant des valeurs inspirées de «la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, soit l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix³⁸».

Le bipartisme semble faire aujourd'hui parti du passé politique du Canada et du Québec, la venue de nouveaux joueurs sur l'échiquier démontrant une plus grande pluralité des options³⁹. Au Québec, il y a évidemment le Parti québécois et le Parti libéral du Québec, mais également l'Action démocratique du Québec. Deux nouvelles formations politiques veulent aussi leur place au sein des débats: Québec solidaire et le Parti vert. Lors des élections de 2007, Québec solidaire obtient 3,64 % des voix, comparativement à 33,08 % pour le PLQ, 30,84 % pour l'ADQ, 28,35 % pour le PQ et 3,85 % pour les Verts⁴⁰. Certes, le taux est encore marginal, mais leur visibilité médiatique va en s'accroissant. Le parti se positionne à gauche comparativement aux trois autres partis qui se situent du centre au centre-droit.

38. Tiré de la plateforme de Québec solidaire, [<http://quebecsolidaire.net/declaration-de-principes>], consulté le 6 octobre 2008.

39. En fait, il semble que seule l'option fédéraliste de gauche ne soit pas représentée par un parti politique. Voir à ce sujet l'article de Raphaëlle McDuff, 2008, «Fédéralisme de gauche au Québec. Sans logis politiques», *Quartier Libre*, vol. 15, n° 15, [<http://quartierlibre.ca/spip.php?article254>], consulté le 6 octobre 2008.

40. Tiré du site du Directeur général des élections du Québec pour les résultats de l'élection provinciale du 26 mars 2007, [http://www.electionsquebec.qc.ca/fr/resultats_gen.asp?even=2007&mode=n5§ion=resultats_gen#resul], consulté le 6 octobre 2008.

Québec solidaire relie au sein d'un même parti les luttes féministe et nationaliste. Pour le jeune parti, un projet de société juste, égalitaire et pluraliste demande les pleins pouvoirs politiques, afin de pouvoir contrer, notamment, les effets de la mondialisation sur la perte de souveraineté et de pouvoir des États. Parti de gauche, Québec solidaire croit que « l'État doit intervenir pour garantir le respect des droits humains, redistribuer la richesse et encadrer l'économie, la promotion de la justice sociale, de l'égalité et de la solidarité⁴¹ ». Malgré cet interventionnisme de la part de l'État, le parti laisse une complète autonomie aux mouvements associatifs et communautaires progressistes qui cheminent avec lui, ce qui permet la continuation de ce que le mouvement des femmes a si chèrement gagné : son indépendance sur une ligne de partie arbitraire. Cherchant plutôt une démocratie participative, Québec solidaire souhaite parvenir à ces objectifs de souveraineté par l'élection d'une assemblée constituante. Un des mandats de cette assemblée est de consulter la population sur son avenir politique, avec ses valeurs et ses institutions, pour ainsi mettre en œuvre le projet de pays, tout en respectant les différences de positions politiques, régionales, culturelles et, évidemment, la parité. Au vu des résultats de ces consultations, l'assemblée constituante a le deuxième mandat de bâtir un vivre-ensemble avec des valeurs inscrites dans une constitution, de même que le statut politique choisi.

Il semble donc, avec le programme de Québec solidaire, que l'enjeu « féminisme et nationalisme » demeure, même si Québec solidaire fait partie d'un projet politique plus grand. Pour en venir à une société de gauche, féministe, écologiste, démocratique, altermondialiste et pluraliste, Québec solidaire valorise la souveraineté. Le nationalisme pour ce parti est donc avant tout un nationalisme « utilitaire ». En d'autres mots, il valorise la souveraineté pour le projet de société à mettre de l'avant et non le nationalisme pour lui-même, car la question demeure : est-il possible de mettre en œuvre un Québec avec un projet social de gauche et féministe sans en venir à la souveraineté ? L'amalgame féminisme et nationalisme semble donc, à mon sens, encore pertinent.

CONCLUSION

Nous avons commencé notre présentation avec une analyse des liens entre nationalisme et féminisme dans la modernité en démontrant que ce qui unissait le nationalisme et le féminisme au départ, soit le récit identitaire de l'émancipation, s'est de plus en plus étioilé devant l'avancée des idées postmodernes et la transformation du récit identi-

41. Sur le site de Québec solidaire, voir [<http://quebecsolidaire.net/declaration-de-principes>], consulté le 6 octobre 2008.

taire, passant du récit de l'émancipation à celui de la citoyenneté et des identités plurielles. Autant le mouvement féministe que le mouvement nationaliste ont eu à s'adapter à ces changements dus aux défis de la «condition postmoderne». Si l'on a pu constater que le féminisme s'est attelé plus tôt à considérer le pluralisme et la diversité au sein de son mouvement, le nationalisme québécois, qui faisait du surplace depuis 1995, semble s'ouvrir timidement. Les changements au sein de la composition sociale demandent aujourd'hui un ajustement au mouvement nationaliste qui semble toujours être accroché aux idéaux émancipatoires de la modernité, occultant pendant ce temps la réalité hybride et métissée d'une société postmoderne. Nous avons ainsi vu que le mouvement féministe a pris en compte l'hétérogénéité sociale, qu'elle soit générationnelle, sexuelle, culturelle ou de classe sociale, afin, notamment, d'élargir la démocratie en son sein. Influencée par ce bagage, Françoise David a voulu créer une alternative politique avec un parti féministe de gauche, Option citoyenne, parti qui a fusionné avec d'autres partis de gauche pour devenir Québec solidaire, avec Françoise David et Amir Khadir comme représentants. La plateforme politique de Québec solidaire joint dans la même lutte féminisme et nationalisme, tout en chevauchant modernité et postmodernité, dans son espoir d'un nouveau projet de société qui tiendrait compte du pluralisme social québécois.